

*M Carl Bildt  
Ministre des affaires  
étrangères*

# Déclaration du Gouvernement

*à l'ouverture du débat de politique étrangère  
au Parlement, mercredi 16 février 2011*



REGERINGSKANSLIET

**Services du gouvernement  
de Suède**

## LE TEXTE PRONONCÉ FAIT FOI

*À ne pas publier avant le 16 février 2011 à 9 h 00*

Madame la Présidente/Monsieur le Président,

Le monde a besoin de la voix de l'Europe, l'Europe de celle de la Suède. La voix de l'Union européenne doit être au service de la liberté, sa puissance au service de la paix. La Suède est tenue, en coopération avec les autres membres de l'UE, de contribuer à la liberté, la paix, la sécurité et au développement de notre environnement proche et du reste du monde.

Le traité de Lisbonne donne à l'UE de nouveaux outils lui permettant de promouvoir la démocratie et les droits de l'homme à l'échelle mondiale. Nos instruments sont aujourd'hui plus nombreux et mieux adaptés qu'auparavant. Une Union plus forte accroît non seulement nos espoirs, mais également ceux du monde extérieur, de voir émerger une Europe plus présente, plus puissante et plus responsable.

Pour être à la hauteur de ces attentes, l'Union doit être composée d'États membres puissants et engagés. La Suède doit appartenir à ce noyau dur de la coopération européenne. La politique étrangère de l'Europe et la nôtre ne font qu'une. En des temps où plusieurs autres États membres font face à de graves problèmes intérieurs, notre pays est en mesure d'assumer des responsabilités supplémentaires pour faire progresser les positions européennes.

Il y a vingt ans, les peuples de l'autre rive de la mer Baltique faisaient sauter le carcan qui les séparait de la liberté. Depuis, nous avons, pas à pas, pu construire une Europe meilleure, au profit de tout un chacun.

Ces derniers jours, nous avons découvert à quel point les exigences de liberté des peuples de la côte sud méditerranéenne généraient d'extraordinaires possibilités pour de centaines de millions d'habitants du voisinage immédiat de l'Europe. Notre devoir est, une nouvelle fois, de voir comment nous pouvons les aider, petit à petit, à construire un avenir meilleur pour tous.

Cette tâche est, à bien des égards, beaucoup plus difficile qu'alors. Le magnétisme européen n'est pas aussi évident ; le modèle européen n'est pas toujours aussi naturel.

L'Égypte, par exemple, est une nation au passé historique bien plus riche que n'importe quel pays européen. Les défis économiques et sociaux sont incommensurables.

Mais qu'une chose soit absolument claire : notre engagement en faveur de la liberté et de la démocratie au sud de notre Union doit être aussi fort qu'il l'est à l'est de notre Union. Si c'est de leur liberté qu'il s'agit, c'est aussi de notre paix.

C'est sans illusions mais visionnaires que nous devons maintenant voir comment, pas à pas, il sera possible d'aider ces pays à édifier les institutions d'un État de droit et de la démocratie. C'est donc, progressivement, que leurs économies s'ouvriront et seront réformées pour pouvoir générer croissance, emplois et espoir en un avenir meilleur.

L'Union européenne doit être le héraut de la liberté et le moteur de la démocratie, en particulier pour les parties du monde situées à notre périphérie. Tout comme nous condamnons le regain d'oppression de Minsk, nous saluons la liberté nouvellement acquise de Tunis et du Caire. Et de la région dans son ensemble.

Une réforme de la politique européenne de voisinage s'impose. Si, à l'Est, le partenariat oriental est en plein essor, nous avons, vis à vis du Sud, fait preuve, parfois, d'hésitation et d'indécision. Nous devons proposer une politique de voisinage qui, qu'il s'agisse de l'Est ou du Sud, fasse preuve d'un engagement infaillible pour les sociétés et les économies ouvertes.

La Suède a, de manière discrète, contribué à ce que puissent être employés des outils permettant de faire sauter les verrous placés par certains régimes pour interdire l'accès à Internet. La liberté des réseaux ouvre la voie à celle de l'individu.

Beaucoup reste cependant à faire.

Nous avons proposé à la Tunisie une mission de soutien à la démocratie. Nous espérons par ailleurs qu'il sera très rapidement possible d'engager un dialogue avec l'Égypte sur l'aide et le soutien que nous sommes en mesure de lui apporter. La mise en place d'une nouvelle constitution et des élections libres constituent la première étape d'un long parcours semé de réformes nécessaires tant politiques qu'économiques.

Nous aurons l'occasion de revenir bien des fois sur ces questions.

Au cours de l'année écoulée, le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) a été institué. C'est un outil essentiel pour parvenir à la mise en place d'une politique étrangère européenne efficace et coordonnée. Le Suède continuera de contribuer au développement du SEAE de manière à pouvoir faire avancer certaines questions stratégiquement importantes au niveau international.

Le gouvernement a précédemment présenté la politique étrangère de la Suède qu'elle a ancré dans le Riksdag (Parlement suédois). Cette ligne politique en matière de sécurité reste maintenue.

Par son adhésion à l'Union européenne, la Suède a conclu une alliance politique et est solidairement responsable de la sécurité européenne. La Suède ne restera pas passive en cas de catastrophe ou d'attaque qui toucherait un autre État membre de l'Union européenne ou un autre pays nordique. En contrepartie, la Suède s'attend à ce que ces pays agissent de manière semblable pour le cas où ce serait au tour de la Suède d'être touchée.

Les enjeux à venir en matière de politique de sécurité évolueront. C'est ce qui explique que le défi majeur auquel l'Union est confrontée est l'analyse de ces évolutions et une adaptation de ses outils lui permettant de continuer à jouer un rôle actif et constructif sur le plan international.

De nouveaux enjeux font apparaître la nécessité de mettre en place une stratégie européenne de sécurité qui soit à la fois nouvelle et moderne.

La Suède joue un rôle moteur dans les travaux visant à renforcer les capacités de l'UE à contribuer à une gestion de crise civile et militaire. La prise, par la Suède, du commandement du Groupement tactique nordique mis à la disposition de l'Union européenne, constitue un exemple concret de notre engagement. En améliorant la coordination des ressources des États membres, notre noyau fort, nous serons à même de renforcer la totalité des capacités conjuguées de l'Union européenne. Avec l'Allemagne, nous avons pris l'initiative d'accroître la capacité globale d'action des États membres en cas de crise. Cependant, nous devons également développer et affiner nos instruments politiques, notre capacité d'analyse et nos outils pour pouvoir contribuer, et ce de manière optimale, à enrayer les crises et les conflits généralisés. Ceci peut également contribuer à la coopération multilatérale des Nations Unies.

La Suède n'est pas à l'abri du terrorisme international, ce qu'a montré l'attentat à la bombe commis à Stockholm l'an dernier. L'émergence d'un

extrémisme violent est une question qui exige une coopération internationale. La communication écrite du gouvernement datant de 2008 et portant sur la stratégie destinée à faire face à la menace terroriste fera l'objet d'une mise à jour.

Madame la Présidente/Monsieur le Président,

La libération d'il y a 20 ans ouvrit la voie à la reprise d'une coopération entre les États riverains de la mer Baltique. Les pays baltes sont aujourd'hui membres de l'Union européenne mais aussi de l'OTAN ; l'Estonie utilise l'euro depuis le début de cette année. Ces évolutions sont profitables à l'ensemble de la région.

Notre identité nordique s'inscrit dans notre identité européenne. Nos coopérations nordique et balto nordique nous donnent davantage de poids que si nous agissions en rang séparé. Avant d'endosser, en 2013, la Présidence du Conseil des ministres nordique, nous souhaitons voir les pays nordiques continuer à être l'une des principales régions européennes matière de développement durable.

Un autre défi d'envergure croissante nous attend : l'extrême Nord de notre planète. Le changement climatique a encore accru l'importance des questions arctiques pour la communauté internationale. La Suède considère qu'il est essentiel qu'il soit possible de préserver la nature sensible de cette région. En mai prochain, la Suède, qui prendra la Présidence du Conseil de l'Arctique, jouera de ce fait un rôle clé dans la coordination des actions à mener dans ce secteur stratégique. Au cours de ce printemps, le gouvernement suédois présentera une stratégie en faveur de l'Arctique.

Madame la Présidente/Monsieur le Président,

L'Europe ne s'arrête pas aux frontières externes de l'Union européenne. Les perspectives d'avenir de l'Europe, s'agissant de son environnement proche, sont cruciales pour le développement démocratique et économique de ces pays, tout comme pour la crédibilité de l'Union de manière générale.

Il existe un droit inscrit dans les traités au titre duquel tout État européen respectant les valeurs de l'Union est autorisé à demander l'adhésion à l'Union européenne. Or, nous avons tous intérêt à établir une Europe ouverte. Par la coopération et l'intégration, nous enrichissons nos sociétés tant politiquement qu'économiquement et culturellement, et nous promovons la paix et la sécurité dans notre partie du monde. Il est donc particulièrement important de visualiser les avantages politiques et

économiques tirés de l'élargissement à une époque où des tendances xénophobes et isolationnistes émergent un peu partout dans notre Union.

Nous apportons notre soutien plein et entier au processus d'adhésion engagé par l'Islande et espérons que cette dernière prendra la décision de devenir membre à part entière dans les années à venir.

Une adhésion de la Turquie à l'Union européenne devrait, une fois l'ensemble de conditions requises remplies, renforcer aussi bien la Turquie que l'Union européenne. La démocratisation de la Turquie avance. Axée sur les droits de l'individu, une réforme constitutionnelle d'ensemble sera en vue après les élections législatives de l'été prochain.

Le processus de réunification de Chypre est maintenant entré dans une phase critique. Un accord contribuerait à une stabilisation de toute la partie orientale de la région méditerranéenne. Il aurait également des conséquences positives pour la coopération entre l'Union européenne et l'OTAN.

Dans les Balkans, un renforcement des efforts de réforme s'impose pour pouvoir garantir l'intégration de l'ensemble de la région dans l'Union européenne. La perspective d'une adhésion constitue une incitation importante dans l'optique d'une politique de réformes, favorise la stabilité ainsi que le développement économique et social et, en fin de compte, la coopération régionale en matière de poursuite de la réconciliation.

La Croatie deviendra, dans quelques années, membre à part entière de l'Union. Des négociations avec les autres pays pourront être engagées quand l'ensemble de conditions requises auront été remplies. Des différends bilatéraux, comme la question du nom de la Macédoine et les relations entre la Serbie et le Kosovo, ne doivent pas faire obstacle à ce que ces pays progressent vers une adhésion à l'Union européenne. Le gouvernement bosniaque doit assumer ses responsabilités pour que la mise en place des réformes nécessaires ouvre la voie à une poursuite de l'intégration de ce pays dans l'Union européenne.

L'existence d'une politique active de voisinage semble absolument nécessaire. Le développement des relations commerciales, une mobilité transfrontalière plus intense contribuent à accroître bien être et sécurité tout en favorisant une évolution démocratique.

La coopération orientale de l'Union se fonde sur le Partenariat oriental mis en place à la suite d'une initiative suéco polonaise. Le développement du

partenariat oriental est, dans tous ses volets, d'un intérêt essentiel pour la Suède. Si des pas importants ont été faits pour promouvoir des réformes allant dans le sens du socle de valeurs de l'Union européenne, ce partenariat doit, pour être pertinent, faire l'objet de modifications constantes. Le sommet du mois de mai prochain entre l'Union européenne et ses voisins de l'Est de l'Europe sera une occasion de choix pour faire de nouveaux pas en avant.

L'évolution démocratique de la région n'est pas toujours aussi rapide que souhaitée ; il lui arrive même parfois de ne pas aller dans le sens recherché. La Biélorussie, où les brutalités enregistrées à l'occasion des élections présidentielles ont fait figure d'échec en matière de liberté, de démocratie et de droits de l'homme, en constitue un exemple flagrant. La Suède a été l'un des premiers pays à proposer de vigoureuses mesures européennes contre le régime en même temps qu'elle renforce son soutien aux forces démocratiques du pays.

Il existe de bonnes raisons qui doivent nous inciter à suivre de près l'évolution en cours en Ukraine, notamment en matière de respect des principes démocratiques, de liberté des médias et des droits de l'homme. La Suède, qui apporte son soutien à l'intégration européenne de ce pays, espère que les négociations visant à mettre en place un accord d'association avec l'Union européenne pourront être menées à bien au cours de cette année.

Il faut empêcher les conflits latents, qui rongent le Sud du Caucase et menacent l'intégralité de cette région, de se réenflammer. Voilà pourquoi, dans le cadre du Partenariat oriental, nous nous devons de continuer à rapprocher ces pays de l'Union européenne. Le soutien apporté par l'Union européenne à l'intégrité territoriale de la Géorgie dans ses frontières internationalement reconnues est sans équivoque aucune.

Madame la Présidente/Monsieur le Président,

Les relations de l'Union européenne avec ses partenaires stratégiques accroissent ses chances de voir reconnues et respectées les valeurs sur lesquelles l'Union est fondée. La crédibilité de l'Union européenne repose sur sa cohérence, son aptitude à préserver et défendre les valeurs inscrites dans les traités de l'Union, enfin sur sa capacité à relever les défis économiques et à contribuer à l'émergence de la liberté, de la paix et de la sécurité dans son environnement proche.

Les États Unis sont le principal partenaire stratégique de l'Union européenne. La capacité européenne à gérer des défis mondiaux tire profit

de la convergence de points de vue transatlantique. Nous appelons de nos vœux une coopération transatlantique plus étroite et opérationnelle dans tous les domaines, y compris la cybersécurité. À terme, nous sommes favorables à l'idée d'un élargissement, par un accord de libre échange, de l'intégration économique entre l'Union européenne et les États Unis.

Il est dans l'intérêt de l'Europe de voir la Russie se transformer en un véritable partenaire politique et économique. La Russie doit contribuer à la mise en place de solutions aux conflits toujours en cours dans notre environnement proche. Une modernisation des institutions du pays s'impose pour pouvoir faire de la Russie un État de droit respectant pleinement les droits de l'homme et la démocratie. L'intégration de ce pays au sein d'une coopération internationale fondée sur des engagements mutuels est cruciale, et la Suède apporte son soutien à l'adhésion de la Russie à l'OMC.

Par l'influence accrue qu'elle joue aujourd'hui tant économiquement que politiquement, l'Asie fait clairement figure de moteur de l'expansion mondiale. Il importe donc, pour l'Union européenne, de s'engager dans un étroit dialogue avec les pays asiatiques sur certaines questions d'intérêt planétaire, comme le changement climatique, les technologies environnementales, l'ouverture des marchés et une égalité de concurrence sur ces derniers, la liberté d'accès aux voies commerciales, les sécurités énergétique et alimentaire et, tout particulièrement, la démocratie et les droits de l'homme.

Se plaçant au centre de ce dialogue, la Chine a connu de considérables transformations. Le nombre des très pauvres y est, en 30 ans, passé de 65 % à 10 % de la population. Les relations de l'Union européenne avec la Chine font l'objet d'une intensification constante. Le dialogue devrait permettre à la Suède et l'UE d'œuvrer en faveur d'un respect accru, en Chine, des droits de l'homme et des principes démocratiques, questions sur lesquelles beaucoup reste à faire. Les répressions dont sont toujours victimes les dissidents, les exécutions et atteintes à la liberté d'expression sur Internet sont source d'inquiétudes.

L'Inde, principale démocratie et plus grand État de droit de la planète, joue un rôle clé pour assurer, à terme, stabilité et sécurité en Asie. Une coopération accrue avec l'Inde autour de questions comme la cybersécurité, la lutte antiterroriste, le climat, le développement et la liberté d'accès aux voies commerciales apparaît comme naturelle. Un accord de libre échange entre l'UE et l'Inde renforcerait davantage encore ces relations.

La Suède et l'Union européenne ont tout intérêt à renforcer leur partenariat stratégique avec le Brésil et l'Afrique du Sud. Acteurs



économiques toujours plus importants et dont l'influence politique ne cesse de croître, ces pays jouent un rôle important tant comme acteur indépendant que comme porte-parole de nouvelles perspectives au sein de la coopération internationale.

Madame la Présidente/Monsieur le Président,

L'engagement puissant de la Suède en Afghanistan porte sur le long terme. La convergence de vue, que partage la plupart des partis politiques suédois au sujet de notre présence en Afghanistan, sert de base solide aux actions que mène la Suède pour contribuer à la paix, à la sécurité et au développement ainsi que pour aider les Afghans à reconstruire leur pays.

Au cours de cette année sera engagé le processus transférant progressivement aux autorités afghanes la responsabilité de la sécurité en Afghanistan. Cette mesure concernera vraisemblablement la partie nord du pays, où sont déployées les troupes suéco-finnoises. La Suède aide les Afghans à assumer cette responsabilité, notamment avec le soutien des actions onusiennes de coordination, mais elle accroît également sa présence civile et intensifie sa coopération au développement. L'an prochain, la totalité des actions suédoises passeront sous commandement civil.

Une évolution pacifique et démocratique de l'Afghanistan et de son voisin le Pakistan est également dans l'intérêt de la Suède. Les groupes terroristes basés dans les zones frontalières représentent toujours une menace potentielle tant au niveau régional que mondial. L'Union européenne a également un intérêt stratégique à renforcer ses relations avec le Pakistan, en particulier dans le renforcement de sa coopération commerciale.

La situation au Moyen Orient reste bloquée. Le conflit en suspens entre Israéliens et Palestiniens continue d'être un défi de taille pour la communauté internationale. Les deux parties doivent renoncer aux actions provocatrices. L'Union européenne appelle de ses vœux un accord de paix s'appuyant sur une solution à deux États s'inscrivant dans le droit fil du droit international, ce qu'avait clairement fait valoir le Conseil des ministres de l'Union en décembre 2009. La Syrie et le Liban doivent également être inclus dans un accord de pays durable et généralisé.

L'Union européenne s'est largement investie pour rompre l'isolement de la bande de Gaza, dans laquelle la situation humanitaire demeure préoccupante.

Les objectifs du programme nucléaire iranien continuent de susciter des inquiétudes. Les Nations unies et l'Union européenne ont donc décidé

d'accroître leurs sanctions. La Suède apporte son soutien plein et entier à la reprise du dialogue avec l'Iran, notamment en ce qui concerne son programme nucléaire. Sur la base du droit international et de l'accord de non prolifération, un accord prenant en compte les intérêts légitimes des deux parties est tout à fait possible.

Le respect en Iran des droits de l'homme continue de s'amenuiser. Chose inacceptable, le nombre des exécutions a notablement augmenté. La Suède œuvre, de manière bilatérale ainsi que dans le cadre des Nations unies et de l'Union européenne, pour inverser la tendance. La Suède est l'un des initiateurs de la résolution présentée au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme en Iran. Nous proposons qu'un rapporteur spécial des Nations unies soit désigné pour s'occuper de ces questions. Cette requête est urgente.

Il est satisfaisant de voir qu'un gouvernement de coalition s'est installé en Irak. Celui-ci pose les bases nécessaires à un accroissement de la sécurité de l'ensemble des communautés ethniques et religieuses vivant dans le pays, à une réduction de la violence et à la poursuite de l'engagement de la Suède dans le pays. La Suède, qui a réinauguré son Ambassade de Bagdad, a ouvert un consulat à Erbil dans le Kurdistan du Nord de l'Irak.

Les élections birmanes de novembre dernier n'ont en rien été libres et démocratiques. Si la libération d'Aung San Suu Kyi doit être saluée, il n'en reste pas moins que plus de deux mille prisonniers politiques sont toujours sous les verrous. Des réformes politiques, le respect des droits de l'homme ainsi qu'un processus de conciliation s'imposent pour que la Birmanie puisse aller de l'avant. C'est là un processus auquel la Suède et l'Union européenne ont les moyens d'apporter leur soutien.

Les réformes démocratiques et économiques restent toujours d'une grande nécessité à Cuba. Il faut renforcer le soutien apporté aux forces démocratiques et maintenir la pression exercée sur le gouvernement. Il est inacceptable de procéder à l'extradition des prisonniers politiques libérés.

L'image pérenne de l'Afrique est en voie de transformation. Six des pays du monde ayant connu la plus grande croissance au cours des dix dernières années sont africains. Commerce et intégration jouent un rôle moteur de plus en plus important. La Suède, qui entretient des liens étroits avec beaucoup de pays africains, a de bonnes chances de pouvoir œuvrer en faveur d'une politique européenne intégrée par rapport à l'Afrique.

Lors d'une rencontre des ministres des affaires étrangères nord africains qu'organise la Suède dans le courant de cette année, nous aurons l'occasion,

avec les dix pays africains les plus en vue, de discuter des défis mondiaux communs.

Le referendum organisé au Sud-Soudan ouvre la voie à la paix et à la réconciliation. Son résultat impose aux parties en présence un devoir essentiel, celui de mener à bien, de manière pacifique l'accord de paix passé en 2005. L'indépendance du Sud-Soudan constitue également un lourd défi pour la communauté internationale qui devra contribuer à l'édification de ce nouvel État.

À la veille d'élections générales, le Zimbabwe se trouve aujourd'hui dans une passe critique. Les actions européennes visant à renforcer l'évolution démocratique du pays doivent être à la fois crédibles et axées sur le résultat.

Les événements auxquels on assiste dans la région des grands Lacs ont de larges retombées sur le continent africain. Les multiples infractions aux droits de l'homme, en particulier les sévices sexuels systématiques dont sont victimes les femmes et les jeunes filles de la République démocratique du Congo, doivent cesser. Le gouvernement suédois, qui accorde une priorité toute particulière aux résolutions 1325 du Conseil de sécurité sur les femmes, la paix et la sécurité et 1820 sur la violence contre les femmes dans les conflits et dans les situations de post conflits, prendra une initiative visant à donner encore plus de poids à cette action.

Madame la Présidente/Monsieur le Président,

La Suède et l'Union européenne, tout comme les autres fournisseurs d'aide, sont tenus de veiller à ce que ladite aide et autres instruments de la politique d'aide au développement fassent l'objet d'une remise en question constante pour pouvoir faire face aux défis d'un monde toujours en mouvement. La capacité globale et l'action commune de l'Union européenne doivent être réactualisées de manière à permettre à cette dernière d'assumer ses responsabilités et un leadership en matière d'aide au développement.

La Suède se doit d'avoir une politique ambitieuse en matière d'aide au développement et de fournir une aide généreuse ayant un impact sur la vie de personnes pauvres et dépendantes, quelle qu'en soit la forme et qui qu'en soit le fournisseur. La transparence n'est pas seulement cruciale pour lutter contre l'oppression et la pauvreté, elle l'est aussi pour que l'aide fournie puisse soutenir cette lutte de manière aussi efficace que possible. L'action engagée pour que soit assurée une garantie de transparence en matière d'aide au développement sera poursuivie.

L'ensemble de la politique suédoise d'aide au développement a pour point de départ la lutte contre la pauvreté par la promotion des droits de l'homme, d'un développement durable et juste, de la démocratie et d'une société civile puissante. Avec une aide au développement qui s'élèvera en 2011 à 3,6 milliards d'euros, soit un pour cent de son PIB, la Suède est l'un des rares pays à atteindre le niveau préconisé par les Nations unies. Des niveaux d'aide durables, un suivi nettement axé sur les résultats constituent les moyens par lesquels la Suède entend faire en sorte que les objectifs du Millénaire fixés par les Nations unies soient atteints d'ici à 2015. Une action spécifique en faveur des femmes, des enfants et des jeunes est engagée, qui doit contribuer à parvenir aux objectifs du Millénaire visant à réduire les mortalités infantile et maternelle.

La Suède doit être dotée d'une coopération au développement orientée sur la croissance. Des pays pauvres d'hier peuvent, demain, devenir les moteurs de la croissance économique mondiale.

Un niveau élevé des prix alimentaires et une production insuffisante continuent de générer des tensions à travers le monde, un défi qui requiert des mesures de politique étrangère aussi bien que de politique commerciale et d'aide au développement.

Des femmes et des hommes de bien des pays du monde entier souffrent encore de famine et de malnutrition. Dans ces pays, des initiatives nationales doivent être engagées pour accroître le commerce et la productivité agricole et renforcer ainsi le pouvoir d'achat. Voilà pourquoi le gouvernement, dans le cadre de son aide au développement, a engagé une action spécifique dans le domaine de l'alimentation avec pour objectif de renforcer ce type d'initiatives. Nous souhaitons par ailleurs voir disparaître les subventions agricoles faisant obstacle au commerce international et lutter contre les obstacles commerciaux du secteur agricole.

Madame la Présidente/Monsieur le Président,

Droit international et droits de l'homme, pierres angulaires de la politique étrangère suédoise, constituent un préalable à une mondialisation durable. Dans un monde global et toujours plus petit, des règles du jeu internationales sont indispensables à toute gestion de défis et mouvements illimités. Là où l'État de droit s'impose, les crimes contre l'humanité ne peuvent rester impunis.

Le gouvernement œuvre tout particulièrement pour renforcer le lien existant entre droits de l'homme, démocratie et développement fondé sur les

principes de l'État de droit. Nous souhaitons donner aux droits de l'homme un rôle plus prépondérant dans l'action en faveur de la paix et de la sécurité.

La Suède a, pour la période 2012-2015, posé sa candidature au Conseil des Nations unies pour les droits de l'homme. En étant membre donnerait à la Suède accès à un forum primordial pour faire avancer certaines questions importantes relatives aux DH et pour contribuer, de manière constructive, aux nécessaires réformes des méthodes de travail du Conseil de sécurité.

Dans peu de temps le gouvernement publiera les rapports du Ministère des affaires étrangères examinant dans quelle mesure les droits de l'homme ont été respectés dans différents pays du monde. La Suède œuvre pour que l'Union européenne établisse des rapports similaires et ouverts sur l'état des DH. Il importe en effet que le manque de respect dont font preuve certains pays vis-à-vis des droits de l'homme soit mis en lumière.

Pouvoir, librement et sans censure, recevoir des informations et exprimer ses opinions suppose que femmes et hommes puissent participer aux débats de société et à la vie politique. La Suède, de manière indépendante et dans le cadre de l'Union européenne, des Nations unies et du Conseil de l'Europe, œuvre en faveur du renforcement de la liberté d'opinion. Cette année, des actions pour soutenir la démocratie et la liberté d'opinion seront de nouveau entreprises.

La Suède œuvre en faveur d'un soutien des défenseurs des DH du monde entier. L'action engagée pour obtenir la libération de Dawit Isaak, journaliste suédois d'origine érythréenne, se poursuit.

La liberté religieuse est centrale dans toute société ouverte. Le développement de tendances manifestant une intolérance croissante et des violences à l'encontre de minorités religieuses ne cesse de susciter des inquiétudes.

Madame la Présidente/Monsieur le Président,

Toujours plus imprévisible, la menace de dissémination d'armes de destruction massive, y compris l'arme nucléaire, est une des questions de sécurité collective les plus graves de notre temps.

La Suède salue les résultats de la conférence de révision du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) qui s'est tenu l'an dernier, résultats ayant débouché sur l'élaboration de plans d'action sur le désarmement, la non-prolifération et l'emploi pacifique de l'énergie nucléaire. Dans le courant de cette année, l'Union européenne contribuera aux préparatifs de la conférence internationale de 2012 sur la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes de destruction massive. L'accord passé entre les États-Unis et la Russie sur une réduction réciproque des

stocks d'armes nucléaires stratégiques constitue un pas important vers un monde dénucléarisé. Nous continuons de travailler sur la question d'une réduction des armes nucléaires tactiques, processus qui contribuerait à la stabilité et la sécurité, en particulier dans notre environnement proche.

La Suède et l'UE continueront d'apporter leur soutien aux assurances multilatérales de fourniture de combustible nucléaire et à la poursuite des efforts déployés pour mettre en place une banque de combustible nucléaire placée sous le contrôle de l'AEIA. Membre du Conseil de direction de l'AEIA à partir de l'automne prochain, la Suède disposera de moyens plus larges pour jouer un rôle constructif, notamment en matière de non prolifération des armes nucléaires. Le gouvernement a par ailleurs l'intention, au cours de cette année, de soumettre à l'Assemblée nationale suédoise un projet de loi portant sur l'adhésion de la Suède à la Convention sur les armes à sous munitions.

Madame la Présidente/Monsieur le Président,

Nous entrevoyons aujourd'hui une reprise de l'économie mondiale, toutefois encore fragile dans bien des cas. Parallèlement, de nombreux pays riches, qui se trouvent dans une situation budgétaire difficile, ont bien des difficultés à mener une politique financière active. Il importe, dans une telle situation, de ne pas limiter les flux commerciaux et de retomber dans le protectionnisme, mais bien de tirer profit des opportunités qu'offre la mondialisation pour promouvoir une croissance économique internationale et la stabilité financière. Cela profite également à la croissance et au développement des pays pauvres.

La Suède continue d'œuvrer en faveur d'une conclusion rapide du cycle de Doha, de manière à insuffler un nouvel élan à l'économie mondiale. La Suède joue également un rôle moteur dans les travaux engagés par l'Union européenne pour négocier des accords de libre échange bilatéraux et régionaux. L'intensification de la coopération internationale, en particulier au sein du G20 dont l'objectif est de renforcer la réglementation multilatérale et de réduire le risque de grave régression dans l'économie internationale, est un pas dans la bonne direction.

La Suède est un pays ouvert et orienté vers le commerce. Notre croissance économique, notre compétitivité sont liées à notre volonté de tirer profit de l'internationalisation et de la libre circulation des biens, services et capitaux. Un marché intérieur européen efficace et fonctionnel renforce également la compétitivité de l'Europe dans le monde. La stabilité économique suédoise contribue à ce que nous puissions mener une politique extérieure et d'aide au développement active.

Les défis mondiaux ne peuvent être relevés que par des formes de gouvernance à la fois mondiales, efficaces et multilatérales. Pilier de la politique étrangère suédoise et européenne, un multilatéralisme efficace passe par des Nations unies puissantes et

fonctionnelles. D'importantes réformes sont nécessaires pour accroître la capacité des Nations unies à faire face aux défis de notre temps. Le Conseil de sécurité des Nations unies doit, mieux qu'il ne le fait aujourd'hui, être le reflet des nouvelles dynamiques enregistrées à l'échelle mondiale.

Les catastrophes naturelles ayant, ces dernières années, affecté des territoires immenses - le tremblement de terre en Haïti et les inondations du Pakistan en sont les exemples les plus frappants - soulignent à quel point il est nécessaire de disposer d'un système international opérationnel pour pouvoir faire face aux crises humanitaires. Comptant parmi les principaux bailleurs de fonds humanitaires, la Suède joue un rôle moteur dans les efforts fournis pour améliorer la coordination de ce secteur. Nous travaillons également pour fournir aux pays pauvres les moyens de mieux faire face aux changements climatiques. Voilà pourquoi le gouvernement, dans le cadre de son aide au développement, a engagé une action spécifique en matière de climat.

L'année 2011 est une année importante en ce qui concerne les défis environnementaux et climatiques. Des engagements politiques clairs doivent être pris avant le prochain cycle de négociations climatiques de Durban, notamment en matière de réductions importantes des émissions, lesquelles permettraient d'atteindre l'objectif des deux degrés. La Suède a montré que croissance, conscience environnementale et économie verte peuvent faire très bon ménage, ce qui sera un thème central au Sommet mondial sur le développement durable (SMDD) qui se tiendra l'an prochain à Rio de Janeiro.

La sécurité de l'approvisionnement énergétique est devenue un concept central en matière de politique étrangère et de sécurité. Notre dépendance énergétique et celle de nos voisins, la nécessité de diversifier notre approvisionnement énergétique sont au centre des débats. Cela dit, il reste que la sécurité d'approvisionnement passe tout autant par la mise en place indispensable de marchés intégrés et performants que par la création de conditions incitant à miser sur l'innovation, sur des solutions à haut rendement énergétique et sur les énergies renouvelables.

Madame la Présidente/Monsieur le Président,

La mondialisation a un impact sur nos intérêts en matière de politique de sécurité. Nos sociétés dépendent de plus en plus des différents flux de marchandises, services, capitaux, personnes et informations, éléments cruciaux de la mondialisation.

Assurer et faciliter les flux fournissant à la mondialisation son énergie constitue donc l'un des défis les plus importants que la Suède et la communauté internationale

ont à relever. Mais il nous faut également enrayer et contrôler les flux risquant de saper nos sociétés. La criminalité organisée, la traite des êtres humains, le trafic de stupéfiants, le commerce illicite d'armes, la piraterie maritime et le terrorisme en font partie.

Défendre liberté et sécurité dans un réseau mondialisé représente un formidable défi. La liberté du réseau des réseaux est d'un intérêt crucial pour la protection des flux vertueux, éléments cruciaux d'une société ouverte et source de connaissances, d'emplois et de bien être. Nous nous devons de défendre la liberté du réseau des réseaux que, par peur de perdre leur contrôle de l'information et leur pouvoir, certains États totalitaires ou régimes autoritaires voudraient faire taire.

Un Internet libre et ouvert suppose également l'existence de réseaux sûrs et opérationnels et d'un système nous protégeant des flux illégaux qui menacent notre sécurité et nos valeurs fondamentales.

Cet exercice d'équilibre n'est possible qu'en présence d'une nouvelle manière de penser, d'une volonté politique et, avant tout, d'une coopération internationale transfrontalière. La Suède joue un rôle moteur pour que la liberté des réseaux et la cybersécurité fassent tout naturellement partie intégrante du dialogue qu'ont les Européens avec leurs partenaires mondiaux.

Madame la Présidente/Monsieur le Président,

La Suède, en coopération avec d'autres États européens, dispose d'atouts qui lui permettront de contribuer, de manière constructive, à la gestion de ces défis mondiaux.

Forte de son nouveau Traité, l'Union européenne se voit dotée de moyens élargis pour infléchir l'évolution du monde en fonction de ses valeurs et de ses intérêts. Utilisons donc ces moyens, parachevons les, au profit d'un monde en paix et en liberté.





REGERINGSKANSLIET

**Ministère des affaires étrangères  
de Suède**

103 39 Stockholm

Numero d'article: UD 11.008